

[Original : anglais]
[8 août 1972]

Conformément à l'article 137 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et à l'article 59 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-joint la demande d'admission de la République populaire du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies, contenue dans une lettre en date du 8 août 1972 adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh.

TEXTE DE LA LETTRE

Au nom du Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, j'ai l'honneur de soumettre la

* Distribué également comme document de l'Assemblée générale sous la cote A/8754.

présente demande d'admission de la République populaire du Bangladesh à l'Organisation des Nations Unies.

Je déclare que la République populaire du Bangladesh accepte les obligations énoncées dans la Charte des Nations Unies et s'engage solennellement à s'acquiescer de ces obligations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir saisir immédiatement le Conseil de sécurité de la présente demande et de prendre toutes autres mesures appropriées à ce sujet.

*Le Ministre des affaires étrangères
de la République populaire du Bangladesh,*

(Signé) M. Abdus SAMAD AZAD

DOCUMENT S/10760*

Lettre, en date du 10 août 1972, adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jordanie

[Original : anglais]
[11 août 1972]

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous signaler qu'Israël a de nouveau pris des mesures illégales et violé les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à Jérusalem. Les derniers rapports reçus par mon gouvernement indiquent qu'Israël est plus que jamais décidé à parfaire la judaïsation de la Vieille Ville de Jérusalem. Mon gouvernement est extrêmement préoccupé par l'aggravation de la situation à Jérusalem, due au fait qu'Israël persiste à appliquer des mesures visant à modifier le statut et le caractère de la Ville sainte. Actuellement, les Israéliens s'efforcent de faire évacuer 3 500 Arabes qui habitent dans l'enceinte de la Vieille Ville. Le mois dernier, la "Société pour le développement du quartier juif de la Vieille Ville de Jérusalem", entreprise agissant au nom des autorités israéliennes et spécialement chargée par les autorités d'occupation de faire évacuer les habitants arabes des zones expropriées de la Vieille Ville, avait envoyé un avis d'expulsion à des centaines d'habitants de ce "quartier confisqué", indiquant qu'ils auraient à faire face aux conséquences de leur refus s'ils ne quittaient pas leurs maisons. On trouvera ci-joint copie de l'avis d'expulsion en arabe et en hébreu¹⁰.

Les familles arabes, soit plus de 3 500 personnes, qui refusaient de quitter leurs maisons depuis la date de l'expropriation (18 avril 1968) ont reçu cet avis le mois dernier, mais elles sont décidées à ne pas abandonner ce qui leur appartient. Certains des bâtiments expropriés appartiennent à des particuliers et d'autres sont la propriété de la communauté religieuse (Waqf).

Le nombre des bâtiments visés par l'arrêté d'expropriation publié dans le n° 1443 du Journal officiel

* Distribué également comme document de l'Assemblée générale, sous la cote A/8755.

¹⁰ L'avis joint à la version miméographiée du document S/10760 n'est pas reproduit dans le présent volume et peut être consulté aux archives du Secrétariat.

israélien, en date du 18 avril 1968, s'élève à 595. Il s'agit de 1 048 appartements, 437 magasins (notamment des épiceries), 5 mosquées et 4 écoles, situés dans cinq quartiers arabes illégalement confisqués : les quartiers de Magharbah, de Sharaf, de Bab Elilsilah, une partie du quartier arménien et le vieux quartier juif. Les autorités israéliennes ont désigné tous ces quartiers sous le nom de "quartier juif" pour tromper l'opinion publique internationale et éliminer toute présence islamique et arabe de Jérusalem. Il y a lieu de noter que, d'après les archives datant du Mandat britannique, dans les quartiers mentionnés ci-dessus, sur les 700 maisons situées dans la zone illégalement confisquée il n'y en avait pas plus de 105 qui appartenaient à des Juifs.

Dès le 18 avril 1968, date de l'expropriation, les autorités israéliennes ont exercé des pressions sur les propriétaires et les locataires des bâtiments confisqués pour qu'ils les évacuent et renoncent à leurs droits en leur faveur. Mais ceux-ci ont protesté contre les mesures illégales prises par Israël et ont catégoriquement refusé d'abandonner leur propriété. Ils ont envoyé aux Nations Unies plusieurs appels et mémoires qui, en même temps que d'autres mesures illégales d'Israël, ont fait l'objet de débats à la suite desquels l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et divers organismes des Nations Unies ont adopté de nombreuses résolutions. Toutes ces résolutions contiennent une condamnation des mesures arbitraires et illégales prises par Israël et lui demandent de rapporter toutes les mesures prises pour modifier le statut et le caractère de la ville. Israël, ignorant totalement ces résolutions, a continué à agir de façon arbitraire en expropriant les propriétaires arabes et en faisant évacuer la population arabe de la Vieille Ville :

a) Le 11 juin 1967 et la semaine suivante, l'armée israélienne a détruit 135 maisons arabes et 2 mosquées du quartier de Magharbah et a fait évacuer 650 Arabes après leur avoir donné un préavis de trois heures;

b) Le 14 juin 1969, les forces israéliennes ont démolé les bâtiments accolés à la mosquée Al Aqsa